



Association œcuménique pour  
la dignité des personnes au travail

## Une soirée pour « Refonder la parole politique » aux Terreaux (Lausanne) - résumé

---

Notre soirée du 2 mars 2022, organisée avec le soutien de la Société Vaudoise de Théologie, voulait permettre de discuter **du fondement des convictions politiques** en partant de l'écoute de voix bibliques. Pour cela, nous avons invité le professeur François Vouga, spécialiste du Nouveau Testament retraité en Franche-Comté, mais venant à l'origine du canton de Vaud, ainsi que quatre personnes pour une table-ronde : deux politiciennes de partis opposés engagées en Eglise, Suzette Sandoz et Cécile Guinand, et deux théologiens engagés politiquement hors des partis, Jean-Claude Huot, catholique, et Pierre Farron, protestant. La table-ronde était animée par le journaliste Michel Kocher.

En première partie, l'exégète a montré **les convictions politiques exprimées par trois voix chrétiennes du 1<sup>er</sup> siècle**. Sous le titre « Refonder la parole politique », il propose en effet une approche novatrice qu'on retrouve au début de son livre « *Politique du Nouveau Testament. Leçons contemporaines* » (Ed. Labor et Fides, Genève, 2008) et qu'il avait eu l'occasion de présenter à Paris dans le cadre du mouvement du Christianisme social en octobre 2021.

On est loin de la simple « soumission aux autorités » que des responsables chrétiens de diverses époques ont cru lire dans les lettres du Nouveau Testament : lorsque Paul écrit que « l'autorité vient de Dieu », son texte ne parle pas de **soumission** mais de **subordination**, ce qui est tout autre chose ! Paul lance un appel à la conscience de chrétiens partisans d'une résistance aux autorités païennes et d'une liberté anarchique – il y en avait déjà à son époque ! C'est un appel à reconnaître le rôle des autorités en place.

Toutefois, le politique ne peut revendiquer d'être obéi que s'il joue son rôle : défendre le bien commun. Or une forte répression intervenue à la génération suivante a conduit l'auteur de l'Apocalypse, deuxième lecture de F. Vouga, à dénoncer le « **Dragon** » des **propagandes**, qui détournait le pouvoir pour propager le mal plutôt que de servir le bien.

Il vaut donc la peine d'entrer dans le détail des trois lectures bibliques proposées, vu leur actualité lorsque l'on cherche à **refonder en conscience une parole politique** des croyants.

La table-ronde qui a suivi ces lectures a permis l'échange de convictions et de valeurs relationnelles et démocratiques centrales dans le travail législatif. Le rôle des autorités dans leurs tâches législatives et administratives a bien été reconnu, loin du laisser-faire souvent préconisé : elles ont à garantir par exemple la dignité des personnes au travail, comme le demande notre propre association. Or pendant la discussion le professeur F. Vouga a souligné lui-même la difficulté de servir ainsi le bien commun, car durant la pandémie on a surtout veillé à la sécurité, par peur de rester trop fragiles.

### ***Ecouter trois voix bibliques***

Dans son exposé, il avait commencé par souligner que l'apôtre Paul, au début du chap. 13 de sa lettre aux **Romains**, répète deux fois de suite au v.4 qu'une autorité politique, fût-elle même laïque ou païenne, « **est servante de Dieu** » : c'est une affirmation et non un souhait. L'autorité est instance de régulation au quotidien, acceptée nécessairement même et justement par une conscience croyante, qui reconnaît son rôle pour préserver la vie sociale de l'anarchie et des rapports violents : elle a été « disposée par Dieu » dans ce but, et nous en restons pleinement conscients sans cesser d'être persévérants, éveillés et critiques.

#### *Romains 13 :*

*(1) Que chacun se subordonne aux autorités constituées,  
Car il n'y a point d'autorité, si ce n'est par Dieu,  
et celles qui existent ont été disposées par Dieu.*

*(2) C'est pourquoi celui qui s'oppose à l'autorité se rebelle contre les dispositions de Dieu  
et ceux qui se rebellent attireront leur condamnation sur eux-mêmes.*

*(3) Car les magistrats ne sont pas à redouter quand on fait le bien, mais le mal.  
Veux-tu ne pas redouter l'autorité ? Fais le bien, et tu en recevras des éloges !*

*(4) Car elle est servante de Dieu, pour ton bien.*

*Si en revanche tu agis mal, redoute-la ! Car elle ne porte pas le glaive en vain,  
car elle est servante de Dieu, justicière, pour la colère, contre celui qui fait le mal.*

*(5) C'est pourquoi il est nécessaire de se subordonner,  
non seulement en raison de la colère, mais en raison de la conscience.*

*(6) Car c'est pour cette raison que vous vous acquittez de vos impôts :  
car des serviteurs de Dieu sont chargés de cet office.*

*(7) Rendez à chacun ce qui est dû : à qui l'impôt, l'impôt, à qui les taxes, les taxes,  
à qui la crainte, la crainte et à qui le respect, le respect !*

Tout pouvoir politique découle donc selon Paul d'une transcendance qui autorise son existence et définit son sens, les critères de son action. Et si l'autorité politique se met à servir un autre dieu, elle devrait être remplacée par une responsabilité de tous, comme à Rome lorsque le Sénat proclamait l'état d'exception.

On retrouve cette relativité du politique dans le second texte biblique abordé, au chapitre 13 de **l'Apocalypse**. Ici, le pouvoir politique oppressif découle d'une puissance mauvaise, décrite symboliquement, dans le langage apocalyptique juif, comme un dragon et deux bêtes. Cette vision imagée a surgi en un temps et un lieu où l'autorité ne voulait plus servir le bien commun et avait développé des mesures de blocage et de répression contre les personnes croyantes qui s'interdisaient toute complicité idolâtre.

Ici, la vision proposée donne à voir et à lire la réalité éprouvée et subie, elle la « révèle » (apocalypse veut dire cela), à savoir les **pouvoirs de deux Bêtes totalitaires** qui exigent obéissance, entendent agir sur les consciences avec arrogance et veulent être adorées l'une avec l'autre, force brute avec propagande idéologique. Ils développaient une domination allant jusqu'à user du « glaive » ou de la « captivité » pour les résistants (v.5-10). L'ordre politique s'est visiblement mis au service d'une transcendance dévoyée : l'idéologie désignée comme « le dragon ».

Apocalypse 13 :

(2) *Et la bête que je vis était semblable au léopard et ses pattes étaient comme celles de l'ours, et sa gueule était comme la gueule d'un lion, et le dragon lui donna sa puissance et un trône et une grande autorité. (...)*

(5) *Et lui fut donnée une bouche pour proférer arrogances et blasphèmes et lui fut donnée l'autorité pour agir quarante-deux mois.*

(6) *Et elle ouvrit la bouche pour des blasphèmes contre Dieu, pour blasphémer son nom et son tabernacle, ceux qui ont leur demeure dans le ciel.*

(7) *Et lui fut donné de faire la guerre aux saints et de les vaincre, et lui fut donnée l'autorité sur toute tribu, peuple, langue et nation. (...)*

(10) *Si quelqu'un est destiné à la captivité, il ira en captivité ; si quelqu'un est destiné à périr par le glaive, il faut qu'il soit mis à mort par le glaive. C'est ici la persévérance et la foi des croyants.*

(11) *Et je vis monter de la terre une autre bête et elle avait deux cornes semblables à un agneau, et elle parlait comme un dragon,*

(12) *et toute l'autorité de la première bête, elle l'exerce sous son regard.*

*Et elle fait que la terre et tous ceux qui y habitent adorent la première bête (...).*

(15) *Et il lui fut donné de donner esprit à l'image de la bête, pour que l'image de la bête parle aussi et pour qu'elle fasse que soient mis à mort ceux qui n'adorent pas l'image de la bête.*

(16) *Et elle fait que tous, les petits et les grands, les riches et les pauvres, les gens libres et les esclaves, on leur donne une marque sur la main droite ou sur le front,*

(17) *et que personne ne puisse acheter ou vendre s'il ne porte pas la marque, le nom de la bête ou le chiffre de son nom.*

(18) *C'est ici la sagesse. Celui qui a de l'intelligence, qu'il calcule le chiffre de la bête. Car c'est un chiffre d'homme. Et son chiffre est 666.*

Cette tyrannie s'étendait donc expressément même au domaine commercial, puisqu'elle faisait « que personne ne puisse acheter ou vendre s'il ne porte pas la marque, le nom de la Bête » (v.17) : le contrôle social est complet.

Mais la sagesse reste éveillée, autrement dit une responsabilité, porteuse d'alternatives possibles aux tyrannies, car la Bête fait l'objet d'une critique radicale : sa qualité n'est que de 666, chiffre humain, imparfait et purement immanent, contingent et non absolu ni fatal.

Le professeur F. Vouga a terminé sa présentation par une troisième lecture faisant réentendre **la voix de Jésus lui-même** (Marc 12,17). Il a montré que Dieu et César ne constituent pas une alternative, mais nécessitent une articulation et une prise de responsabilité où il s'agit de distinguer entre ce qui revient à César, parce qu'on l'a reçu de lui, et le service qui revient à Dieu, parce qu'il nous a donné la vie.

(14) *Et s'en venant, ils lui disent : « Maître, (...) Est-il permis de payer le tribut à César, ou non? Payerons-nous ou ne payerons-nous pas ? »*

(15) *Lui, connaissant leur hypocrisie, leur dit :*

*« Pourquoi me tentez-vous ? Apportez-moi une pièce d'argent, afin que je voie ! »*

*(16) Ils l'apportèrent. Et il leur dit : «De qui sont l'effigie et l'inscription?»  
Ils lui dirent : «De César». (17) Jésus leur dit : «Ce qui est de César, rendez-le à César ;  
et ce qui est de Dieu, à Dieu!»*

Jésus répond à des interlocuteurs hypocrites qui tenaient en réalité dans leurs poches des monnaies de César, bien sûr utilisées et indispensables, notamment sur les marchés, mais qui venaient prétendre chercher « la vérité, le chemin de Dieu » en simulant une résistance politico-religieuse au paiement des impôts ! Jésus réintroduit Dieu – au-delà de César – comme un appel à l'humain pour qu'il se réveille en sujet libre et responsable devant un horizon de confiance essentielle, référence transcendante.

### **Efforts politiques concrets**

En résumé, un croyant devrait reconnaître et **accepter une autorité politique servant le bien**. Tant Jésus que Paul l'ont indiqué. Mais si une domination malfaisante s'y camoufle en Bête humaine, selon l'Apocalypse, **une résistance s'impose, avec la sagesse** requise des croyants, intelligence évaluatrice du réel politique malgré ses prétentions apparentes.

Attention donc à rester fermement au service du bien collectif et commun, comme l'ont requis dans la table-ronde les théologiens catholique Jean-Claude Huot et protestant Pierre Farron, le premier en soulignant les **divers problèmes structurels** à traiter, le second en rejetant toute timidité apeurée par des faits jugés fatals et inéluctables. Car la conscience face aux autorités est faite de **distance critique**.

En face d'eux, les deux politiciennes, Suzette Sandoz et Cécile Guinand, ont su montrer comment elles s'y efforcent concrètement dans leur travail parlementaire, en insistant toutes deux sur **le vécu des rencontres** avec les gens concernés, sur le refus des « procès d'intention » entre élus, sur la « bonne foi » confortée par des temps de méditation biblique commune, dont se souvient Suzette Sandoz.

Elles misent évidemment toutes deux sur « le dialogue », même sur « le respect inconditionnel des partenaires » comme disait Cécile Guinand. Et elles sont prêtes à recevoir de leur Eglise un dossier de **réflexion éthique** sur les objets en élaboration parlementaire, plutôt que de la voir rester « bêtement engagée ou désespérément muette », selon l'aveu de Mme Sandoz. Celle-ci s'est d'ailleurs aussi demandé, vu les échecs de transmission des valeurs essentielles de confiance et de foi : « En quoi avons-nous fait faux ? ».

Et Pierre Farron de rappeler qu'il s'agit toujours de maintenir le « **socle éthique** » requis pour toute vie sociale, selon le psychologue du travail Christophe Dejourné, donc ce « bien commun » que les gens doivent tenter de faire et pas de proclamer seulement...

Pourtant, dans le débat public, il importe également de savoir le proclamer, ce bien toujours requis ! Jean-Claude Huot en a eu la charge comme interprète mandaté de l'enseignement social catholique : dire **vers quoi on veut aller** comme société, avec l'Eglise comme sujet en son sein ! Et il faut alors savoir écouter les partenaires de toute la société pour mieux **choisir ses mots**, dépasser le bavardage inaudible en tenant de vrais débats démocratiques, pleinement participatifs.

Intervenant de la salle, le sociologue retraité Roland Campiche s'est demandé comment les acteurs politiques, législateurs et surtout exécutifs et administratifs, pourraient acquérir la

**formation adéquate sur les enjeux de leurs dossiers** pour être en mesure de corriger les lois en fonction de leurs effets, et non de les appliquer seulement.

Savoir **faire place aux valeurs** humaines et sociales dans l'élaboration d'une bonne pratique administrative et de ses règles de fonctionnement, c'est là tout l'enjeu pour ne pas être victime de propagandes.

### ***Pour continuer le débat...***

Pour les croyants bibliques, comme François Vouga l'a aussi écrit en introduction à son livre « *Politique du Nouveau Testament. Leçons contemporaines* » (Ed. Labor et Fides, Genève, 2008), « il n'y a pas d'humanité véritable sans ordre politique : l'existence de ce dernier, son administration par un Etat qui fonctionne, est un don providentiel du Dieu créateur ».

Or ce don montre son urgente nécessité lorsque l'ordre politique est objet de discrédit devant « **l'empiètement de ses compétences par l'hégémonie mal contrôlée** (je souligne, JPT) des pouvoirs de l'économie et de l'information » (p. 9).

Et il citait ici le Réformateur Calvin : « *Que la tranquillité publique ne soit point troublée ; qu'à chacun soit gardé ce qui est sien ; que les hommes communiquent ensemble sans fraude et nuisance ; qu'il y ait honnêteté et modestie entre eux : en somme, qu'il apparaisse forme publique de religion parmi les chrétiens, et que l'humanité subsiste entre les humains* » (*Institution de la religion chrétienne, IV, XX, § 3*).

Agir ainsi, est-ce « rendre à César ce qui vient de César » ? Ou n'est-ce pas déjà passer à ce que Jésus appelait « rendre à Dieu ce qui vient de Dieu » ?

**Refonder notre parole politique** commencerait par ce commencement ! Or le journaliste animateur de notre table-ronde, Michel Kocher, en apportant sa conclusion, a reconnu que dans sa longue carrière professionnelle il n'avait pas assez souvent donné ainsi l'occasion aux politiques de descendre au **niveau de leurs convictions** : on reste si facilement pris par les enjeux immédiats des décisions et des confrontations !

Et il ajoutait comme citoyen devoir reconnaître la forte tentation du confort et de la tiédeur, qui nous rendent facilement complices des propagandes et qu'il faut constamment réapprendre à briser. Pour approfondir ainsi entre citoyens croyants notre sagesse et notre capacité à « rendre à Dieu ce qui est de Dieu », le Centre Culturel des Terreaux à Lausanne était le bon endroit : il faudra y revenir !

Jean-Pierre Thévenaz, président

---